

L'€uro est-il inflationniste ?

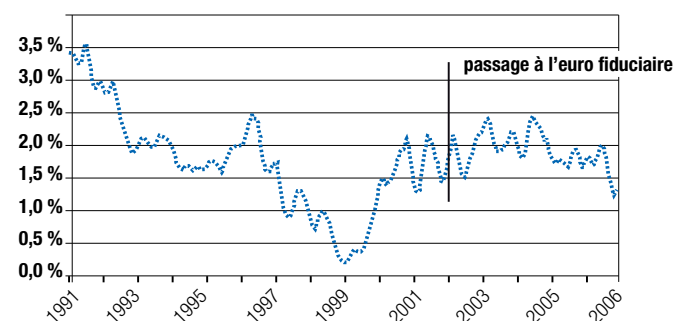
La stabilité des prix est l'objectif premier de la politique monétaire. Cet objectif est constamment atteint en France depuis 2000 avec une inflation annuelle légèrement inférieure à 2,0 % et proche de la moyenne des dix années précédentes (1,8 %). L'introduction, en 2002, des pièces et billets en euros ne s'est donc pas accompagnée d'une hausse plus rapide des prix.

Ce n'est pourtant pas ce que pensent les Français : près de la moitié d'entre eux, selon les enquêtes, estiment que l'euro a provoqué plus d'inflation. Beaucoup de consommateurs y voient même la première cause de hausse des prix. De nombreux articles de presse se font l'écho de cette préoccupation et de ces inquiétudes. Comment comprendre et expliquer ce décalage ?

En 2002, avec l'introduction de l'euro, les prix ont augmenté d'environ 0,2 %. Le saut a été particulièrement fort pour les produits à faible prix en raison des effets d'arrondi : + 6 % en moyenne pour le café servi en salle d'août 2001 à avril 2002. Cette poussée s'est produite dans tous les autres pays de la zone. Partout, elle est restée temporaire et l'inflation est vite revenue à son rythme antérieur.

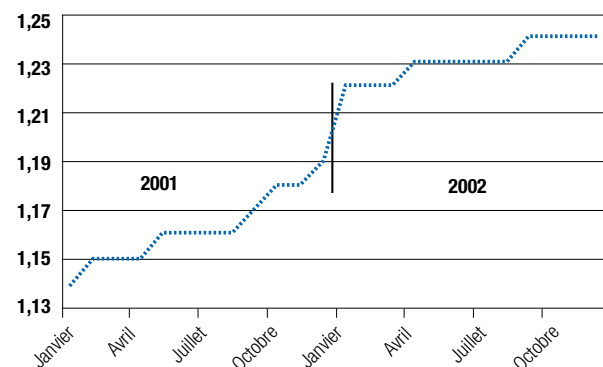
Pourtant, au même moment, un décrochage se produit dans la perception des Français qui ont l'impression que l'inflation augmente brutalement. Cette rupture est commune à tous les pays de la zone. Elle est plutôt moins accentuée en France mais elle est aussi beaucoup plus durable.

ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX

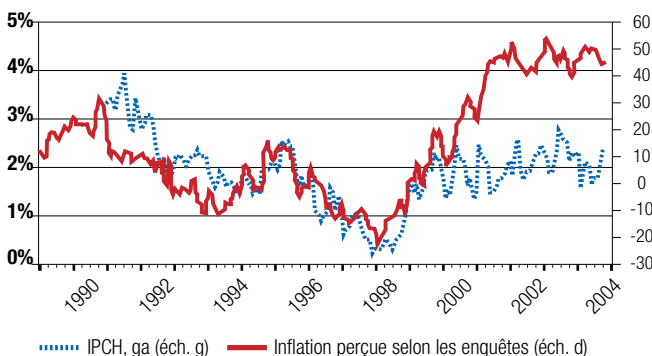


PRIX DU CAFÉ EN SALLE

en euros



INFLATION MESURÉE ET RESENTIE EN FRANCE



Dès 2003-2004, l'inflation "perçue" décline dans la plupart des autres pays européens et retrouve ainsi en Allemagne un niveau cohérent avec celui de l'inflation mesurée tandis que les Français continuent à percevoir, aujourd'hui encore, une inflation très supérieure à la réalité (l'équivalent de plus du double de l'indice INSEE selon l'illustration graphique du phénomène).

Des raisons psychologiques sont d'abord à l'origine de ce malentendu.

Juger les prix en euros est très difficile pour nombre de consommateurs qui raisonnent encore mentalement par rapport au franc. L'opération de conversion peut brouiller les repères (malgré le maintien fréquent de l'affichage en francs). Cette perte de repère est naturellement plus forte en France où la conversion est compliquée : en arrondissant, on a 1 € = 6,56 FRF tandis qu'en Allemagne, par exemple, le calcul est plus simple avec 1 € = 2,00 DEM.

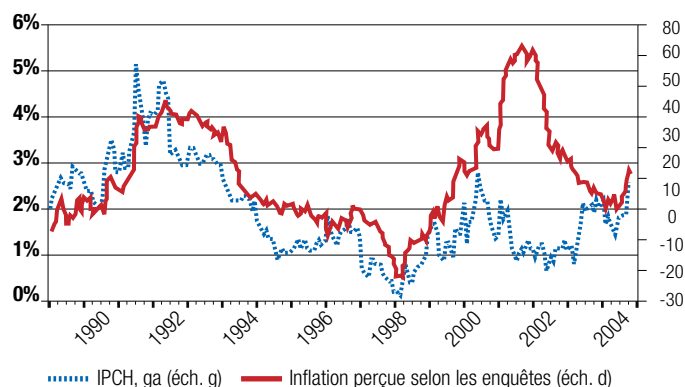
Un second effet est encore plus important. Les consommateurs sont surtout sensibles aux prix des produits qu'ils achètent tous les jours (ou presque) : par exemple les produits alimentaires ou le carburant. Or il se trouve que ce sont eux qui augmentent le plus rapidement. Pour d'autres biens - automobiles, appareils ménagers, matériel informatique, Hi-Fi,... - les prix baissent ou augmentent moins. Mais ils sont achetés beaucoup moins souvent. Le gain - pourtant très réel - de pouvoir d'achat n'est pas directement perceptible : les consommateurs ne gardent pas en mémoire les prix du passé lointain, surtout s'ils étaient exprimés dans une monnaie différente.

Mais il y a également des raisons économiques, sans rapport avec l'introduction de l'euro.

En simplifiant, on peut dire que, jusqu'en 1995-2000, les prix individuels des différents biens évoluaient à peu près au même rythme. Il y avait peu d'écart d'inflation entre les produits achetés quotidiennement et ceux acquis tous les ans, tous les deux ans ou tous les cinq ans. Il y avait donc moins de risque, pour les consommateurs, de se tromper sur le taux moyen d'inflation. Depuis 2000, au contraire, les hausses de prix sont très différentes selon les produits. Le prix des appareils ménagers, par exemple, baisse de plus en plus vite (-1,7 % par an) par rapport à celui des produits alimentaires (+2,3 % par an).

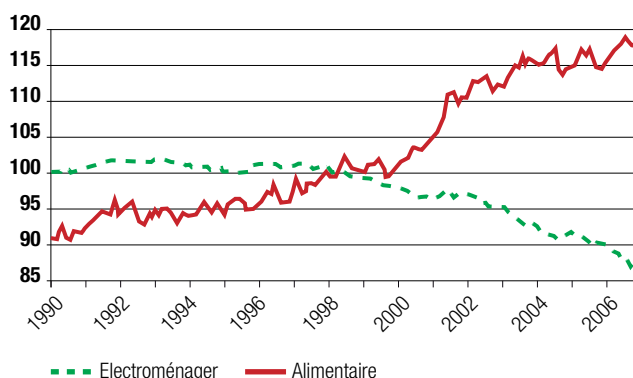
Pourquoi ce changement ?

INFLATION MESURÉE ET RESENTIE EN ALLEMAGNE



EVOLUTION COMPARÉE DES PRIX DES APPAREILS MÉNAGERS ET DES PRODUITS ALIMENTAIRES

(Base 100=1998) - Source : INSEE



D'abord en raison du progrès technique et de la mondialisation, qui font baisser les prix des biens industriels qui s'échangent sur le marché international par rapport aux services domestiques ou aux produits alimentaires.

Mais d'autres évolutions expliquent également cet écart.

Beaucoup de consommateurs effectuent l'essentiel de leurs achats quotidiens dans des magasins de grande distribution. Or, entre 2000 et 2004, les prix y ont augmenté plus vite que dans d'autres circuits de vente. Cette accélération doit être rapprochée des changements de législation qui ont limité, pour la grande distribution, la possibilité de baisses de prix (interdiction des "prix cassés" et de revente à perte introduite par la Loi dite Galland à compter de 1997). Quand ces mesures ont été atténuées ou annulées (accord inter-professionnel sur des baisses de prix à mi-2004 puis Loi Dutreil-Jacob entrée en vigueur le 1er janvier 2006), l'inflation dans la grande distribution est revenue à la moyenne. Ce qui a joué, ici, n'est donc pas l'euro, mais l'insuffisance de la concurrence, limitée par la réglementation.

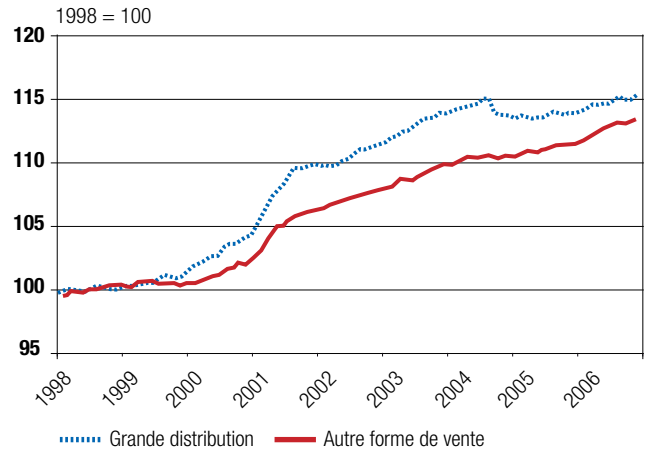
Certains observateurs soulignent que parmi les "produits" dont les prix ont augmenté le plus rapidement, on trouve des services fournis par des salariés rémunérés majoritairement au SMIC. C'est le cas de plus de 50 % des salariés de l'hôtellerie restauration. Le prix des services de restauration - dont le café en salle - a augmenté plus rapidement que l'indice général des prix (2,7 % l'an contre 1,8 %). En contrepartie des hausses du SMIC intervenues depuis 2001 ("coups de pouce" et rattrapages résultant de la réduction du temps de travail), il y a cependant eu des allègements de charges. Au total, même s'il est difficile de trancher le débat, cela suggère que la hausse des prix de certains biens peut être influencée par les politiques publiques.

Certains prix dits "réglementés", c'est-à-dire déterminés par les pouvoirs publics, ont également augmenté beaucoup plus fortement que la moyenne au cours des années récentes. Les prix du tabac sont en hausse de 54 % entre décembre 2001 et février 2004 ; les prix du transport ferroviaire de voyageurs (trains, métros) ont augmenté de 2,8 % par an de l'été 2002 à l'été 2006 contre 2,3 % de 1995 à 2001.

Le passage à l'euro a également coïncidé avec une reprise dans le secteur de l'immobilier ; au cours des cinq dernières années le prix de l'immobilier a augmenté de 12,3 % par an. Bien que l'achat de logements ne soit pas une consommation mais un investissement et que le prix de l'immobilier ne figure donc pas dans l'indice (contrairement aux loyers qui eux ont progressé de 3,1 % par an) cette hausse a pu marquer l'esprit des Français.

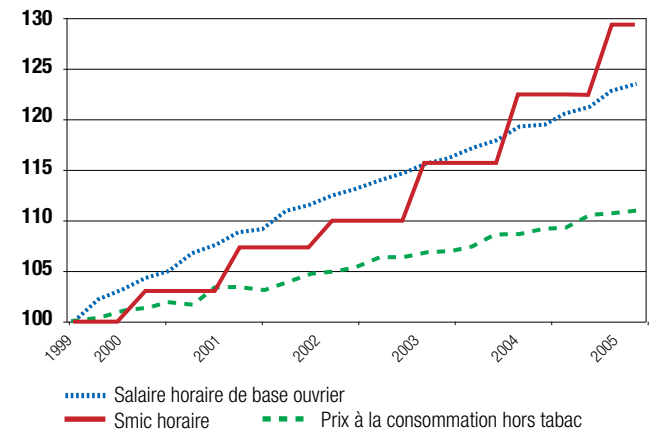
PRIX DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

(Base 100=1998) - Source : INSEE



SALAIRE HORAIRE DE BASE OUVRIER, SMIC HORAIRE ET PRIX À LA CONSOMMATION

(Base 100=1999T4) - Source : DARES



Enfin, les prix de certains produits de consommation courante ont eu des évolutions de grande ampleur, à la hausse mais également parfois à la baisse, en raison de facteurs largement externes : les carburants, avec les hausses de prix du pétrole, ou les fruits et légumes frais suite aux perturbations climatiques. La succession de ces hausses sur des produits différents mais très visibles a naturellement influencé les perceptions de l'inflation.

La divergence accrue dans les évolutions de prix a d'autres conséquences : tous les Français ne subissent pas la même inflation. L'indice reflète les dépenses d'un ménage moyen, mais les dépenses de tous les ménages ne sont pas identiques. Selon qu'ils sont ouvriers ou cadres, actifs ou retraités, parisiens ou provinciaux, célibataires ou membres d'une famille nombreuse, propriétaires ou locataires de leur logement, les ménages sont dans une situation différente. Tant que les prix "élémentaires" de chacun des produits individuels évoluaient largement en parallèle, ces différences de situation importaient peu sur l'inflation subie par les uns et par les autres. C'était le cas sur la période 1996-2000. Mais depuis cette date, on l'a dit, ces prix "élémentaires" tendent à diverger de plus en plus. Les différentes catégories de ménages font donc face à des taux d'inflation de plus en plus différents et éloignés. Des ménages qui étaient dans une situation très proche en 2000 ont ainsi "perdu" ou "gagné" de 1,5 à 2 % par rapport à d'autres en termes de hausse de prix. Certains travaux de l'INSEE laissent à penser que, depuis 1996, 40 % des ménages auraient subi une inflation plus forte que l'indice, 40 % une inflation équivalente à l'indice et 20 % une inflation inférieure. Ces écarts peuvent alimenter l'impression d'une inflation générale plus élevée.

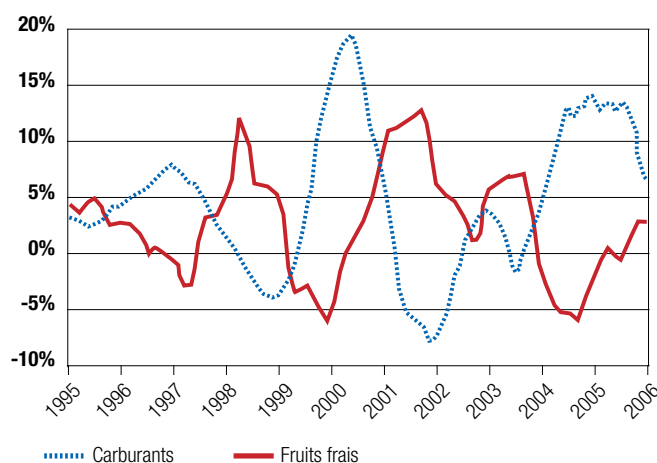
Les perceptions des Français sont importantes. Elles influencent leurs comportements. Toutes les enquêtes montrent qu'ils sont profondément attachés à la stabilité des prix. Il est important que l'opinion soit pleinement informée de la réalité des faits.

POUR ALLER PLUS LOIN :

- Le Bulletin mensuel de la BCE octobre 2003 :
Évolution récente de la perception de l'inflation dans la zone euro.
- Bulletin de la Banque de France de septembre 2002 :
L'impact à court terme sur les prix du passage à l'euro fiduciaire.
- Document de travail INSEE n°F0606 novembre 2006, Dominique Guédès :
Indice des prix à la consommation par catégories de ménages 1996-2006.
- Actualités de la CCRF mai 2004 : Pourquoi l'inflation perçue s'écarte-telle de l'inflation mesurée ?
- La Note de veille du Centre d'Analyse Stratégique n°14 juin 2006.

VARIATION DES PRIX (moyenne sur 12 mois glissants)

Source : INSEE



INDICE DES PRIX PAR CATÉGORIE DE MÉNAGES EN FONCTION DE LA CATÉGORIE DE COMMUNE

Écarts cumulés par rapport à l'indice moyen - Source : D. Guédès INSEE

